

Unité inter-départementale des Hautes-Pyrénées et du Gers
Cité administrative Reffye
10 rue Amiral Courbet BP 1708
65017 Tarbes Cedex

Tarbes, le 13/06/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 12/05/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

PSI

570 rue Peyrehitte
B.P. n 9
65300 Lannemezan

Références : 2025-0159-dp
Code AIOT : 0006802706

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/05/2025 dans l'établissement PSI implanté Pôle environnemental de Lannemezan Chemin des Marnières 65300 Lannemezan. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La présente visite d'inspection inopinée a été réalisée dans le cadre de l'action coup de poing dédiée au risque incendie dans les installations de tri, transit et, regroupement de déchets. A la lumière de la taille du site, l'Inspection s'est consacré, pour la majorité des points de contrôle, aux installations de tri, de transit et de regroupement des déchets dangereux.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PSI
- Pôle environnemental de Lannemezan Chemin des Marnières 65300 Lannemezan
- Code AIOT : 0006802706
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Oui

La société PSI exploite sur son site « Enviropôle » à Lannemezan, des activités de transit, traitement et de stockage de déchets dangereux et non dangereux. Les installations sont régies par les dispositions de l'arrêté préfectoral n°65-2016-09-05-003 du 05 septembre 2016 complété par plusieurs arrêtés préfectoraux. L'établissement est par ailleurs soumis à la directive européenne n°2010/75 du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles, dite «IED», pour laquelle il doit respecter le document de référence sur les meilleures techniques disponibles du secteur des activités de traitement des déchets (rubriques 3510 et 3550).

Thèmes de l'inspection :

- AR - 7
- Déchets
- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;

- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Dispositifs de prévention des accidents	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 5	Demande d'action corrective	3 mois
2	Dispositifs de prévention des accidents	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 6	Demande d'action corrective	3 mois
4	Dispositifs de rétention des pollutions accidentelles	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 26 bis	Demande d'action corrective	3 mois
10	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 9	Demande d'action corrective	3 mois
11	Dispositifs de prévention des accidents	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 10-1 II	Demande d'action corrective	3 mois
12	Protection contre la foudre	Arrêté Préfectoral du 05/09/2016, article 7.3.8	Demande d'action corrective	1 mois
13	Protection contre la foudre	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 18	Demande d'action corrective	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Dispositifs de rétention des pollutions accidentelles	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 26 bis	Sans objet
5	Dispositions au contrôle d'accès	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 61	Sans objet
6	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 68	Sans objet
7	Implantation – Aménagement	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 7	Sans objet
8	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 9	Sans objet
9	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 9	Sans objet
14	Protection contre la foudre	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21	Sans objet
15	Transit des déchets dangereux	Arrêté Préfectoral du 09/05/2016, article 5.1.3	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant dispose de moyens de défense incendie conformes en nature et en nombre à la réglementation en vigueur applicable aux installations. Le site est équipé d'un réseau hydraulique muni d'ouvrages de rétention lui permettant d'isoler les eaux en cas sinistre. L'exploitant détient de nombreuses procédures administratives relatives à la gestion du risque incendie et aux actions à mettre en œuvre en cas d'incendie. Il assure également une formation rigoureuse de ses agents. Néanmoins, l'exploitant doit apporter des actions correctives, lui permettant de garantir la conformité de son installation vis-à-vis de plusieurs dispositions (complétude des formations, mise à jour des plans de lutte contre l'incendie, équipement de matériaux inertes à proximité des bâtiments et actualisation de son analyse de risque foudre). Il doit également apporter des justifications relatives au dimensionnement des bassins de rétention des eaux.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Dispositifs de prévention des accidents

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 5
Thème(s) : Risques accidentels, Plan de défense contre l'incendie
Prescription contrôlée :

L'exploitant réalise et tient à jour un plan de défense contre l'incendie. Lorsque l'installation dispose d'un plan d'opération interne, le plan de défense contre l'incendie est intégré à celui-ci. Le plan de défense contre l'incendie ainsi que ses mises à jour sont transmis aux services d'incendie et de secours, et sont mis à disposition à l'entrée du site. Il comprend au minimum:

- les schémas d'alarme et d'alerte décrivant les actions à mener par l'exploitant à compter de la détection d'un incendie (l'origine et la prise en compte de l'alerte, l'appel des secours extérieurs, la liste des interlocuteurs internes et externes à prévenir);
- l'organisation de la première intervention et de l'évacuation face à un incendie en périodes ouvrées;
- les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées, y compris, le cas échéant, les mesures organisationnelles prévues pour dégager avant l'arrivée des services de secours les accès, les voies engins, les aires de mise en station, les aires de stationnement;
- les modalités d'accès pour les services d'incendie et de secours en périodes non ouvrées, y compris, le cas échéant, les consignes précises pour leur permettre d'accéder à tous les lieux et les mesures nécessaires pour qu'ils n'aient pas à forcer l'accès aux installations en cas de sinistre;
- le plan de situation décrivant schématiquement les réseaux d'alimentation, la localisation et l'alimentation des différents points d'eau, l'emplacement des vannes de barrage sur les canalisations, et les modalités de mise en oeuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise d'un incendie;
- le plan de situation des réseaux de collecte, des égouts, des bassins de rétention éventuels, avec mention des ouvrages permettant leur sectorisation ou leur isolement en cas de sinistre et, le cas échéant, des modalités de leur manoeuvre;
- le plan d'implantation des moyens automatiques de protection contre l'incendie avec une description sommaire de leur fonctionnement opérationnel et leur attestation de conformité;
- les modalités selon lesquelles les fiches de données de sécurité et l'état des matières stockées prévu par l'article 49 de l'arrêté du 4 octobre 2010 susvisé sont tenus à disposition du service d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées et, le cas échéant, les précautions de sécurité qui sont susceptibles d'en découler;
- la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avant l'arrivée des secours, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement;
- le cas échéant, la localisation des petits îlots et les déchets qu'ils sont susceptibles de contenir;
- le cas échéant, la localisation des zones de stockage temporaire et des zones d'immersion.

Constats :

L'exploitant dispose d'un plan de défense incendie attribué à chaque unité de travail (zone de tri, unité des déchets dangereux, des déchets non dangereux, de traitement des déchets aqueux, des déchets inertes et zone de Tarbes). Il détient ainsi au total 6 documents pour l'ensemble de ses installations.

Lors de la visite, l'Inspection a contrôlé le plan de défense contre l'incendie associé à l'unité de collecte, de transit et de regroupement des déchets dangereux.

Ce dernier dispose de l'ensemble des éléments prescrits à l'article 5 de l'arrêté ministériel du 22 décembre 2023 susvisé.

L'Inspection constate néanmoins que le plan des réseaux de collecte n'est pas à jour (absence du nouveau bassin de rétention) et que la procédure d'urgence simplifiée n'identifie pas les berces disponibles en cas d'incendie.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit, sous un délai de trois mois, procéder à la mise à jour des plans de défense incendie de chaque zone au regard des modifications effectuées sur la gestion des eaux et de l'exhaustivité des moyens de lutte contre l'incendie disponibles.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Dispositifs de prévention des accidents

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 6
Thème(s) : Risques accidentels, Exercice de défense contre l'incendie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'installation est dotée d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours. En cas d'incendie, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour assurer la sécurité des personnes et met en œuvre les actions prévues par le plan de défense d'incendie, ainsi que les autres actions prévues par son plan d'opération interne lorsqu'il existe. Dans le trimestre qui suit le début de l'exploitation, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie. Pour les installations existantes, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie au plus tard le 1er juillet 2024. Cet exercice est renouvelé au moins tous les trois ans. Les exercices font l'objet de comptes rendus qui sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et des services de secours pendant au moins cinq ans. Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une information sur les risques des installations et la conduite à tenir en cas de sinistre. Ils reçoivent une formation à la mise en œuvre des moyens d'intervention s'ils sont susceptibles d'y contribuer. Un plan de prévention prévu à l'article R. 4512-6 du code du travail peut répondre à ces obligations dans la mesure où son contenu répond aux objectifs ci-dessus. Lorsque la présence de matériaux inertes destinés à étouffer un incendie est requise, des personnes en nombre suffisant sont formées à leur transport et à leur utilisation en cas de sinistre, ainsi qu'au port des équipements de protection individuelle éventuellement nécessaires. Le matériel adapté pour réaliser les manœuvres nécessaires est à disposition et facilement accessible en cas de nécessité.</p>
<p>Constats :</p> <p>La société PC SECURITE exerce une surveillance du site en heures non ouvrées. En cas d'alerte, elle contacte l'exploitant au moyen d'un listing de référents nommément désignés. La procédure associée a été présentée en séance et n'appelle pas d'observation de la part de l'Inspection.</p> <p>L'exploitant réalise des exercices incendie plusieurs fois par an. Des compte-rendus sont rédigés systématiquement pour chaque opération. Par échantillonnage, l'Inspection a procédé au contrôle du compte-rendu de l'exercice incendie réalisé le 22 juillet 2024 sur l'unité de transit et de regroupement des déchets dangereux. Des actions correctives ont été identifiées dans ce document, puis mises en œuvre par la suite par l'exploitant.</p> <p>Par ailleurs, à l'issue d'un exercice réalisé de concert avec les services de secours le 16 septembre 2023, le compte-rendu du SDIS présentait une proposition d'une dizaine d'actions prioritaires portant sur différentes thématiques (compteurs de gaz, étude sur des ressources d'émulseurs partagés, déplacement de point de rassemblement, bâche à eau...). Lors de la visite du 04 octobre</p>

<p>2024, l'exploitant a justifié de la mise en œuvre de l'ensemble des actions prioritaires.</p> <p>Lors de la présente visite, l'Inspection déclare que les dernières actions non réglementaires (étude de l'achat d'émulseurs supplémentaires et de l'ajout éventuelle d'une bâche à eau) ont été intégrées au dossier de demande d'autorisation qui sera déposé pour la fin d'année 2025.</p> <p>Les agents d'exploitation disposent d'une formation continue attrait au risque incendie. Celle-ci est dispensée par la société Prévention incendie 31. L'exploitant détient un suivi des formations de chaque agent dans un document interne.</p> <p>Ce dernier renseigne les informations personnelles des agents, leurs besoins, les différentes formations dispensées ainsi que les dates de renouvellement.</p> <p>Par échantillonnage, l'Inspection a procédé au contrôle d'un agent nommée "Mme B." Les formations réalisées ainsi que la fréquence de renouvellement sont conformes à la réglementation en vigueur.</p> <p>Néanmoins, l'Inspection a constaté que la pratique de l'utilisation de matériaux inertes n'est pas intégrée au contenu de la formation.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit, sous un délai de trois mois, compléter le contenu des formations dédiées au risque incendie de son prestataire afin d'intégrer le module d'utilisation de matériaux inertes destinés à étouffer un feu.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 3 : Dispositifs de rétention des pollutions accidentelles

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 26 bis</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Confinement interne</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes à l'installation. Les dispositifs internes en bâtiments sont interdits lorsque des matières dangereuses sont stockées dans des quantités supérieures à 2 m3.</p> <p>En cas de confinement interne, les orifices d'écoulement sont en position fermée par défaut.</p> <p>[...]</p> <p>En cas de dispositif de confinement externe :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les eaux et écoulements sont collectés, de manière gravitaire ou grâce à des systèmes de relevage autonomes, puis convergent vers cette capacité spécifique. Les orifices d'écoulement issus de la ou des capacités de confinement sont munis d'un dispositif d'obturation pour assurer ce confinement ; - tout moyen est mis en place pour éviter la propagation de l'incendie vers le dispositif de confinement par les écoulements ; - en cas de recours à des systèmes de relevage autonomes, les dispositifs sont positionnés ou

protégés de manière à résister aux effets auxquels ils sont susceptibles d'être soumis. Leurs dispositifs de commande sont accessibles en toute circonstance. L'exploitant est en mesure de justifier d'un entretien et d'une maintenance adaptés de ces dispositifs. Des tests réguliers sont par ailleurs menés sur ces équipements ;

- l'exploitant intègre aux consignes de sécurité prévues à l'article 59 du présent arrêté, les moyens à mettre en place et les manœuvres à effectuer pour canaliser et maîtriser les écoulements des eaux d'extinction d'incendie, notamment en ce qui concerne la mise en œuvre des systèmes de relevage autonome ou les dispositifs d'obturation, le cas échéant.

Constats :

A la lumière des différentes unités, l'Inspection s'est consacrée au contrôle de cette disposition uniquement pour l'unité de collecte, de transit et regroupement des déchets dangereux.

En cas de déversement accidentel sur la zone dédiée au stockage des déchets dangereux, ces écoulements sont collectés comme suit:

- Nouveau bâtiment de stockage : une rétention enterrée de 80 m³ est disposée sous la dalle du bâtiment. Celle-ci permet de collecter en point central l'ensemble des écoulements survenus sur le sol. En ce qui concerne la zone de stockage non couverte, disposée dans la continuité du bâtiment, un écoulement gravitaire permet de collecter les eaux dans un premier bassin de rétention de 250 m³. Celui-ci s'écoule par surverse vers le bassin d'eaux pluviales nommé EP2;
- bâtiment existant: les écoulements de la dalle sont collectés au moyen d'avaloirs avant d'être acheminés vers une rétention maçonnée de 110 m³, située à l'extérieur du bâtiment;
- Hall de transit : les écoulements sont gravitairement dirigés vers le bassin de rétention des eaux pluviales nommé EP1;
- Zone de transit des conteneurs d'aérosols et de bouteilles de gaz : en cas d'écoulement, les eaux sont dirigées gravitairement vers le bassin EP1.

Lors de la visite, l'Inspection a constaté que la rétention du nouveau bâtiment était entièrement pleine sans que l'exploitant puisse en justifier la cause. Néanmoins par courriel du 22 mai 2025, l'exploitant atteste de la vidange de cette rétention.

Les bassins EP1 et EP2 sont munis de dispositifs d'isolement (vannes manuelles). La procédure de fermeture est affichée à proximité. Les dispositifs ont été testés en visite. L'Inspection recommande que la procédure soit complétée au moyen d'une observation relative la fermeture complète (tours de vanne importants)

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Dispositifs de rétention des pollutions accidentelles

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 26 bis

Thème(s) : Risques accidentels, Justificatifs de calculs et de dimensionnement

Prescription contrôlée :

[...]

Le volume nécessaire à ce confinement est déterminé de la façon suivante. L'exploitant calcule la somme :

- du volume d'eau d'extinction nécessaire à la lutte contre l'incendie d'une part.

Ce volume est évalué en tenant compte du débit et de la quantité d'eau nécessaires pour mener les opérations d'extinction durant 2 heures au regard des moyens identifiés dans l'étude de dangers ou au regard des dispositions définies par arrêté préfectoral ou par les arrêtés ministériels sectoriels.

- du volume de produit libéré par cet incendie d'autre part ;

- du volume d'eau lié aux intempéries à raison de 10 litres par mètre carré de surface de drainage vers l'ouvrage de confinement lorsque le confinement est externe.

Les effluents et eaux d'extinction collectés sont éliminés, le cas échéant, vers les filières de traitement des déchets appropriées.

Les justificatifs de calculs et de dimensionnement sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Constats :

Lors de la visite, l'Inspection a constaté la présence d'un volume d'eau dans la rétention du bâtiment existant. L'exploitant justifie qu'il s'agit d'eau de pluie ayant ruisselé sur la zone arrière du bâtiment et s'écoulant par un avaloir dans la rétention. L'exploitant n'a pas été en mesure de justifier que le volume restant dans la rétention est suffisant pour contenir les eaux d'extinction en cas d'incendie.

Également, considérant que le bassin de rétention des écoulements de la zone de transit non couverte, situé à proximité du nouveau bâtiment, n'est pas équipé d'abri contre les intempéries, celui-ci dispose, d'un volume d'eau en fond de bassin. Dans la mesure où l'écoulement des eaux de ce bassin n'est possible uniquement par surverse dans le bassin EP2, cela signifie qu'en temps de pluie, le bassin de rétention ne dispose pas de l'entièreté de son volume disponible en cas de sinistre. L'exploitant n'a pas été en mesure de justifier que le volume restant est suffisant pour contenir les eaux d'extinction en cas d'incendie.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit, sous un délai de trois mois:

- justifier du dimensionnement du bassin de rétention des eaux incendie situé en amont du bassin EP2 permettant son double usage (collecte d'eau de pluie et rétention des eaux incendie) ou garantir de l'entière disponibilité du bassin pour les eaux incendie;
- justifier du dimensionnement du bassin de rétention des eaux incendie de l'ancien bâtiment permettant son double usage (collecte d'eau de pluie et rétention des eaux incendie) ou garantir de l'entière disponibilité du bassin pour les eaux incendie;

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : Dispositions au contrôle d'accès

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 61
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle des accès
Prescription contrôlée : « L'exploitant prend les dispositions nécessaires au contrôle des accès aux installations, les personnes étrangères à l'établissement n'ont pas un accès libre. Cette disposition ne s'applique pas aux installations classées soumises à l'une ou plusieurs des rubriques 2101 à 2150, ou 3660 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement. »
Constats : Le site dispose d'une clôture sur toute la parcelle. L'accès au site est sécurisé par le portail d'entrée, disposant d'une fermeture à clef, ainsi que par un portail de secours, situé au nord des installations. Toute entrée sur le site est contrôlée par l'agent d'accueil. Les horaires d'exploitation sont affichés à proximité du portail d'entrée du site. Une caméra est disposée en entrée du parking. Celle-ci est retranscrite dans le local administratif et visionnée par la société PC SECURITE en heures non ouvrées.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 68
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens d'intervention en cas d'accident
Prescription contrôlée : « Les équipements et moyens de lutte contre l'incendie sont maintenus en bon état, repérés, opérationnels et facilement accessibles en toute circonstance. « L'exploitant fixe les conditions de maintenance, de vérifications périodiques et les conditions d'essais périodiques de ces matériels. Il assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection, moyens d'extinction et systèmes d'extinction automatique, portes coupe-feu, colonne sèche par exemple) conformément aux référentiels en vigueur. « Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées sont inscrites sur un registre tenu à la disposition des services d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées. L'exploitant tient également à la disposition de l'inspection des installations classées les rapports de vérifications et maintenance ainsi que le cas échéant, les justificatifs des suites données à ces vérifications. « En cas de défaillance des équipements et moyens de lutte contre l'incendie, l'exploitant définit les conditions et modalités de maintien en sécurité des installations, notamment les mesures compensatoires permettant de garantir une efficacité équivalente pour la lutte contre l'incendie, et le cas échéant, les conditions dans lesquelles les installations sont mises à l'arrêt. Ces conditions et modalités sont formalisées dans une procédure. »

<p>Constats :</p> <p>Les installations sont équipés des moyens d'extinction suivants:</p> <ul style="list-style-type: none"> • des stocks de matériaux absorbants ; • d'extincteurs contrôlés par une entreprise extérieure ; • de 200 L d'émulseur ; • d'une réserve d'eau incendie de 450 m3 ; • d'une réserve complémentaire de 120 m3 ; • de dispositif d'extinction automatique dans la zone du centre de tri de déchets non dangereux. <p>L'exploitant détient un registre de sécurité lui permettant de suivre la vérification périodique de l'ensemble des moyens d'extinction, nommé "VGP". Celui-ci renseigne pour chaque dispositif, la périodicité de contrôle et les dates des dernières vérifications.</p> <p>Par contrôle aléatoire, l'Inspection a procédé à la vérification des justificatifs d'entretien des RIA et des dispositifs de sprincklage du 17 février 2025. Ces documents n'appellent pas d'observation de la part de l'Inspection.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 7 : Implantation – Aménagement

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 7</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Accessibilité</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'installation dispose en permanence d'au moins un accès pour permettre à tout moment l'intervention des services d'incendie et de secours.</p> <p>Au sens du présent arrêté, on entend par « accès à l'installation » une ouverture reliant la voie de desserte ou publique et l'intérieur du site suffisamment dimensionnée pour permettre l'entrée des engins des services d'incendie et de secours et leur mise en œuvre.</p> <p>Les véhicules dont la présence est liée à l'exploitation de l'installation stationnent sans occasionner de gêne pour l'accessibilité des engins des services d'incendie et de secours depuis les voies de circulation externes au bâtiment, même en dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'installation.</p> <p>Une des façades de chaque bâtiment fermé est équipée d'ouvrants présentant une hauteur minimale de 1,8 mètre et une largeur minimale de 0,9 mètre.</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Le site dispose de deux accès aux services de secours, à savoir le portail d'entrée principale du site et le portail situé au nord des installations.</p> <p>Les engins d'exploitations stationnent sur des aires dédiées, localisées à l'extérieur des zones de transit des déchets.</p> <p>L'ensemble des bâtiments disposent d'au moins une façade ouverte.</p>

Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 9
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
Prescription contrôlée : L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment : [...] <ul style="list-style-type: none"> - d'extincteurs répartis à l'intérieur des bâtiments et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits ou déchets gérés dans l'installation. [...]
Constats : Lors de la visite, l'Inspection a constaté la présence d'extincteurs dispersés dans la zone de transit et de regroupement des déchets dangereux. L'accès à ces derniers est dégagé. La nature de ces extincteurs est appropriée aux risques définis sur la zone.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 9
Thème(s) : Risques accidentels, Détection automatique
Prescription contrôlée : [...] Les installations gérant des déchets combustibles ou inflammables sont également dotées : <ul style="list-style-type: none"> - d'un système de détection automatique et d'alarme incendie pour les bâtiments fermés où sont entreposés des produits ou déchets combustibles ou inflammables ; [...]
Constats : Le site est équipé d'un système de détection incendie reliée à l'alarme incendie au niveau du centre de tri et des locaux administratifs. Pour les autres installations, l'exploitant dispose de caméra thermiques permettant de détecter un départ de feu et d'alerter les personnels désignés via les téléphones, sans pour autant déclencher automatiquement l'alarme incendie. A noter qu'aucun bâtiment dédié au stockage de produits combustibles ou inflammable n'est totalement fermé. En ce qui concerne particulièrement la zone de transit et de regroupement des déchets dangereux, les deux bâtiments sont équipés de plusieurs caméras thermiques dont l'implantation permet de couvrir la totalité de la surface de stockage des déchets. Les images sont retranscrites en temps réel dans les locaux administratifs.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 9
Thème(s) : Risques accidentels, Réserve de sable
Prescription contrôlée : [...] Les installations gérant des déchets combustibles ou inflammables sont également dotées : - d'une réserve de sable meuble et sec ou matériaux assimilés présentant les même caractéristiques de lutte contre l'incendie contre le feu comme la terre en quantité adaptée au risque, ainsi que des pelles. [...] Constats : Le site dispose de matériaux inertes destinés à étouffer un incendie, stocké en extérieur sur la plateforme de transit des déchets inertes. Néanmoins, l'Inspection considère que la localisation du stock de matériaux est assez éloignée des installations. L'exploitant déclare que les bâtiments de stockage de déchets dangereux sont équipés d'absorbants ignifuges destinés à recouvrir d'éventuels écoulements aqueux, néanmoins, aucun matériaux ayant pour finalité la lutte contre l'incendie n'est présent. Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit, sous un délai de trois mois, se doter d'un stock de sable ou de matériaux inertes destinés à étouffer un incendie à proximité des bâtiments à risques. Les moyens d'utilisation associés (pelles) devront également être présents. Type de suites proposées : Avec suites Proposition de suites : Demande d'action corrective Proposition de délais : 3 mois

N° 11 : Dispositifs de prévention des accidents

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 10-1 II
Thème(s) : Risques accidentels, Utilisation Matériaux inertes
Prescription contrôlée : [...] « Lorsque la présence de matériaux inertes destinés à étouffer un incendie est requise, des personnes en nombre suffisant sont formées à leur transport et à leur utilisation en cas de sinistre, ainsi qu'au port des équipements de protection individuelle éventuellement nécessaires. Le

matériel adapté pour réaliser les manœuvres nécessaires est à disposition et facilement accessible en cas de nécessité. »
Constats : L'Inspection a constaté en séance l'absence de formation des agents d'exploitation dédiée à l'utilisation de matériaux inertes ayant pour objectif de lutter contre l'incendie (Cf. point de contrôle n° 2 du présent rapport).
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit, sous un délai de trois mois, s'assurer de la formation des agents d'exploitation à l'utilisation de matériaux inertes destinés à étouffer un incendie.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 12 : Protection contre la foudre

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/09/2016, article 7.3.8
Thème(s) : Risques accidentels, Foudre
Prescription contrôlée : A cette fin, l'exploitant dispose sur site de groupes électrogènes pour assurer en permanence la fourniture ou la disponibilité des utilités qui alimentent les équipements concourant à la mise en sécurité ou à l'arrêt d'urgence des installations.
Constats : Le bâtiment existant dédié au transit et au regroupement de déchets dangereux est équipé d'une protection contre la foudre de niveau IV (parafoudre). L'exploitant déclare que l'installation de stabilisation n'est plus existante sur le site. Lors de la visite, l'Inspection a constaté que le nouveau bâtiment ne dispose pas de protection contre la foudre. L'exploitant détient une procédure de vérification de son dispositif de protection via le document nommé VGP. Celui-ci a été présenté en séance et n'appelle pas d'observation de la part de l'Inspection. Lors de la visite, il a été constaté que le stockage des produits inflammables entreposés dans le bâtiment existant, est disposé à plus de 50 cm des parois métalliques hormis pour les déchets stockés contre le mur Ouest du bâtiment.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit, sous un délai d'un mois, garantir que le stockage des produits inflammables entreposés dans les bâtiments est situé à une distance de plus de 50 cm des parois métalliques.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 13 : Protection contre la foudre

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 18
Thème(s) : Risques accidentels, analyse du risque foudre
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Une analyse du risque foudre (ARF) visant à protéger les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement est réalisée par un organisme compétent. Elle identifie les équipements et installations dont une protection doit être assurée.</p> <p>L'analyse des risques foudre est basée sur une évaluation des risques et a pour objet d'évaluer le risque lié à l'impact de la foudre. Elle définit les niveaux de protection nécessaires aux installations.</p> <p>La réalisation de l'analyse conformément à la norme NF EN 62305-2 dans sa version en vigueur à la date de réalisation, permet de répondre à ces exigences. Pour les analyses réalisées avant le 1er septembre 2022, la réalisation conformément à la norme NF EN 62305-2, version de novembre 2006 permet également de répondre à ces exigences.</p> <p>Cette analyse est systématiquement mise à jour à l'occasion de modifications substantielles au sens de l' article R. 181-46 du code de l'environnement et à chaque révision de l'étude de dangers ou pour toute modification des installations qui peut avoir des répercussions sur les données d'entrées de l'ARF.</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Depuis la dernière analyse du risque foudre (ARF) réalisée sur le site en 2012, les modifications apportées sur les installations nécessitent une révision de cette étude. L'exploitant justifie qu'une nouvelle ARF sera menée dans le cadre du dossier de demande d'autorisation, les consultations de prestataires ayant été lancées.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant, doit sous un délai de six mois procéder à la réalisation d'une analyse du risque foudre sur l'ensemble de son site.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 6 mois

N° 14 : Protection contre la foudre

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21
Thème(s) : Risques accidentels, Entretien des protections

Prescription contrôlée :

L'installation des protections fait l'objet d'une vérification complète par un organisme compétent, distinct de l'installateur, au plus tard six mois après leur installation.

Une vérification visuelle est réalisée annuellement par un organisme compétent.

L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations fait l'objet d'une vérification complète tous les deux ans par un organisme compétent.

Toutes ces vérifications sont décrites dans une notice de vérification et de maintenance.

Les vérifications ont notamment pour objet de s'assurer que le système de protection contre la foudre est conforme aux exigences de l'étude technique et que tous les composants du système de protection contre la foudre sont en bon état et capables d'assurer les fonctions pour lesquelles ils ont été conçus.

La réalisation des vérifications conformément aux normes NF EN 62305-3, NF EN 62305-4 ou NF C 17-102 permet de répondre à ces exigences.

Les agressions de la foudre sur le site sont enregistrées. En cas de coup de foudre enregistré, une vérification visuelle des dispositifs de protection concernés est réalisée, dans un délai maximum d'un mois après un impact de foudre, par un organisme compétent.

Si l'une de ces vérifications fait apparaître la nécessité d'une remise en état, celle-ci est réalisée dans un délai maximum d'un mois après la vérification.

Constats :

La société Laumaille procède à une vérification des installations à une fréquence:

- annuelle pour la vérification visuelle,
- bi-annuelle pour le contrôle complet.

Le dernier contrôle visuel a été effectué le 20 janvier 2025. L'exploitant est toujours en attente du rapport de visite mais a pu justifier de la venue de l'entreprise au moyen de la fiche d'intervention du prestataire.

La dernière vérification complète a été réalisée le 28 février 2024. Le rapport a été présenté en séance et n'appelle pas d'observation de la part de l'Inspection.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 15 : Transit des déchets dangereux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/05/2016, article 5.1.3

Thème(s) : Risques accidentels, Condition d'entreposage

Prescription contrôlée :

Les déchets produits, entreposés dans l'établissement, avant leur orientation dans une filière adaptée, le sont dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un

lessivage par des eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.

En particulier, les aires d'entreposage de déchets susceptibles de contenir des produits polluants sont réalisées sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des éventuels liquides épandus et des eaux météoriques souillées.

Constats :

Lors de la visite, l'Inspection a constaté la présence de déchets dangereux (solvant halogénés) stockés dans 4 big bag, entièrement souillés et recouverts d'eau de pluie. Ces derniers étaient disposés à l'arrière de l'ancien bâtiment sur une zone non couverte.

L'exploitant justifie qu'il s'agit d'une erreur de localisation de transit de ces derniers.

Par courriel du 22 mai 2025, l'exploitant justifie du pompage des eaux souillées contenues dans les big bag et du stockage de ces derniers à l'intérieur du bâtiment existant.

Type de suites proposées : Sans suite